



2012 : UNE ANNÉE FORTE EN REVENDICATIONS !!!

En ce début d'année, il est habituel de tenter de faire le bilan ou la rétrospective de l'année précédente.

Je ne m'arrêterai qu'au titre de mon éditorial de décembre 2010 : "2011 : rebond ou plongeon ?".

Et c'est le plongeon qui s'est, hélas, réalisé durant cette année 2011 et cela, sans surprise, car toutes les conditions étaient réunies pour que le pire se réalise comme nous l'avons maintes fois écrit dans ce journal.

Dès le mois de novembre, notre pays était, de fait, entré en récession et il a fallu attendre quelques jours avant ce dernier Noël pour que tout ce qui compte d'organismes officiels et de responsables le reconnaissent plus ou moins timidement.

Le chômage s'accroît de mois en mois et même si l'on reconnaît que les chiffres officiels sont en deçà de la réalité.

La pauvreté et la précarité atteignent des sommets dans notre pays qui reste un pays, faut-il encore insister, riche.

Les entreprises du CAC 40 dégagent d'énormes bénéfices au service de la cupidité de leurs seuls actionnaires pendant que bon nombre de PME-PMI souffrent de l'absence patente de stratégie économique et industrielle efficace.

La seule réponse concrète à tout cela, c'est le renforcement voire l'aggravation du Traité de Maastricht voulu par les dirigeants européens, Sarkozy-Merkel en tête.

Cet accord ne peut qu'empirer la situation économique et sociale partout en Europe et notamment, en France. L'Allemagne ne peut en être exemptée, elle qui vend à ses voisins, lesquels en sont à subir la réduction de leur capacité à consommer, austérité oblige. Et de fait, l'Allemagne est entrée en récession "technique" en langage diplomatique !

Et pendant ce temps là, le cirque électoraliste s'est mis en marche dans notre pays. En effet, les uns et les autres y vont de leurs annonces précipitées, quitte à se contredire dans la foulée. Il en va ainsi de la "vieille lune" de la TVA "sociale", du CDI de mission, de l'imposition à la source ou encore du quotient familial.

Ce tout et n'importe quoi alimente, jour après jour, le populisme, voire les extrêmes, dont les rangs semblent gonfler également de jour en jour. C'est la gangrène démocratique !

Dans ce paysage sombre, il faut souligner ici le joli cadeau de Noël qu'a offert le Père Noël Dragui, patron de la BCE, à

l'ensemble des banques européennes : plus de 489 milliards d'euros de prêts à 1 %.

Pour les banques qui prêtent aux états, c'est une jolie culbute : rembourser la BCE à 1 % et prêter à certains états à 7 % (3,8 % pour la France, et rappelons que pour la Grèce, le taux avait atteint 23 %).

La question qu'il faut se poser, c'est pourquoi la BCE a choisi de prêter aux banques privées pour soi-disant soutenir les Etats, plutôt que de prêter directement aux organismes financiers publics, comme le permettent les traités, lesquels organismes publics pourraient soutenir l'économie de leur pays sans se gaver au passage ?

A moins que ce soit aussi pour permettre aux banques privées de se refaire une santé sur le compte de l'argent public et à bon compte !

Au moment où ces lignes sont écrites, les médias regorgent de commentaires divers et variés -pour ne pas dire "avariés"- sur la perte ou non du AAA de la France. Sans épiloguer, nous dirons simplement : *"Arrêtons l'Arnaque des Agences de notation" !*

En ce début d'année 2012, nous rappelons qu'il faut toujours compter sur les militants FO pour mettre le doigt là où ça fait mal et ce, en toute indépendance ! C'est une nécessité de salubrité publique !

Ne pas compter sur nous pour avaler le consensus mou de l'union nationale, y compris syndicale, ni pour tomber dans le piège de l'instrumentalisation des grands sommets dits sociaux, comme celui du 18 janvier, ni pour "rouler" pour l'un ou l'autre des candidats aux prochaines élections.

Nous restons nous-mêmes, avec nos valeurs d'indépendance, sans croire au grand soir électoral mais déterminés à concrétiser et à faire avancer les revendications des salariés, retraités et chômeurs.

Je nous souhaite une année 2012 forte en satisfaction de nos revendications ; une année juste et solidaire.

Serge LEGAGNOA
Secrétaire général